ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (O.C.I.)

(Pour la reconstruction de la IVe Internationale)

soutenue par l'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME (A.J.S.)

Jean-Paul CROS

Instituteur, candidat

Daniel SHAPIRA

Licencié en Mathématiques, suppléant

Je me présente aux suffrages des 84.000 électeurs de MONTPELLIER-LODEVE. Instituteur à La Paillade, je vous parlerai de mes problèmes d'enseignant qui sont vos problèmes de parents d'élèves, nos problèmes de travailleurs.

Ces problèmes, je pense les connaître. Et avant de les aborder, je voudrais soulever une question qui touche à la signification profonde de la représentation. Un Député c'est, ou cela devrait être, le délégué de ses électeurs qui, à tous moments, doivent pouvoir le contrôler. Pour contrôler, il faut connaître. J'exerce le métier d'instituteur. Vous êtes parents d'élèves, travailleurs, vous avez donc la capacité de connaître, c'est-à-dire de contrôler les conditions dans lesquelles s'exerce l'enseignement. Tels sont les rapports qui étaient ceux des « députés » de la Commune de Paris - éligibles et révocables à tous moments - avec leurs électeurs, ceux des députés aux Soviets de LENINE et TROTSKY en 1917. C'est cela la véritable Démocratie, la Démocratie ouvrière, la Démocratie de l'Etat ouvrier.

Il est vrai que nous ne sommes pas confrontés directement avec ces problèmes dans les élections des 4 et 11 mars où il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la Constitution autoritaire condamnée par toutes les Organisations ouvrières et démocratiques en 1958.

Ces élections des 4 et 11 mars ont, néanmoins, une grande importance : Défaire la majorité antidémocratique, défaire l'U.D.R. et tous ses associés qui sont au Gouvernement pour servir les intérêts du Capital, est la nécessité qui s'impose. La défaite de POMPIDOU-MESSMER permettra d'abroger la Constitution gaulliste, de rétablir l'exercice de toutes les libertés ouvrières et démocratiques. La substitution d'un Gouvernement ouvrier s'engageant à satisfaire les revendications et les aspirations des travailleurs, au Gouvernement POMPIDOU-MESSMER deviendra le premier pas pour réaliser la véritable Démocratie, la Démocratie des Conseils, le premier pas vers le Socialisme.

Je l'ai dit : Je suis Instituteur.

Je constate, comme chaque père ou mère d'élève le constate chaque année, que les mesures prises par le Ministère de l'Education Nationale aboutissent, notamment, à des classes surchargées. Ainsi les Maternelles deviennent-elles, tout au plus, des garderies, l'accueil des enfants repoussé à l'âge de 4 ans entraîne des retards pour ces derniers et des conditions de plus en plus pénibles pour les parents.

De la maternelle à l'enseignement supérieur, par la multiplication des retards, comme par les diverses mesures de sélection, tout est mis en œuvre pour diminuer les possibilités d'embauche à leur sortie et livrer une masse croissante d'élèves et d'étudiants, et en premier lieu d'enfants de travailleurs, aux besoins d'un patronat à la recherche de profits grandissants ; -c'est à cela que correspond, par exemple, la fermeture des centres professionnels polyvalents ruraux ou agricoles.

Hypocritement, le Gouvernement et les ministres FAURE, GUICHARD et FONTANET prennent les mesures pour, expliquent-ils « ouvrir l'enseignement sur la vie ». En fait, les mesures ouvrent sur un enseignement déqualifié chargé de former une main-d'œuvre vouée aux bas salaires, au chômage, au rendement intensifié, à la mobilité selon les besoins du patronat.

Il y a plus, chaque année on modifie les programmes scolaires ou une partie des programmes et, à chaque fois, il y a de nouveaux manuels à acheter, édités par les trusts de l'édition scolaire, et, en premier lieu, le trust HACHETTE qui, par ailleurs, veut, en imposant le démantèlement de l'O.R.T.F., mettre la main sur l'audio-visuel.

Je vous le dis, le démantelement de tous les ordres d'enseignement de l'école maternelle à l'enseignement supériur, est réalisé contre les intérêts des élèves.

Ainsi, l'entreprise DUMEZ du BOUSQUET-D'ORB, inaugurée par Olivier GUICHARD en 1964, alors Délégué à l'Aménagement du territoire, plus tard Ministre au démantèlement de l'Education Nationale, spécialisée dans la construction de C.E.S. est-elle menacée de fermeture. Le lien est évident entre les mesures prises dans l'Education Nationale contre les enseignants et les élèves et celles plus générales contre les conditions de travail aggravées que les travailleurs de toutes catégories subissent dans les usines, les bureaux, les chantiers, les campagnes (de 1962 à 1973, plus de 60.000 exploitations agricoles ont disparu dans la région, le vigneron voit son revenu baisser et son endettement croître dans le même temps où les entreprises Pluto à LODEVE, Ventex et Sita à GANGES, Rey-Tremblay, et Pérez fermaient à MONTPELLIER leurs portes).

Si le lien est évident, la réponse doit être identique. Les 4 et 11 mars, les travailleurs voteront contre tous les candidats des Partis qui font partie de la majorité, les U.D.R. et C.D.P. CLAVEL et PAPPAS, contre le candidat J.-J. PONS du Parti clérical-réformateur qui a voté la « Réforme Edgar FAURE ».

Voilà pourquoi, avec l'O.C.I. et l'A.J.S., j'appelle les électeurs à voter CLASSE CONTRE CLASSE.

Je continue : Je suis enseignant, candidat de l'O.C.I. Jacques BONNET est suppléant de la candidate du P.C.F. Myriam COSTES ; il est également enseignant. Nous pouvons donc l'un et l'autre soumettre à la réflexion des électeurs une expérience commune.

Jacques BONNET qui est le responsable « enseignant du P.C.F. », pour l'Hérault, vient de se prononcer pour l'entrée éventuelle des curés à l'Ecole.

Il faut être clair. Il ne s'agit pas de croyances. L'O.C.I. estime que la religion est affaire privée, qu'elle n'a pas à être introduite à l'école dont la laïcité assure le respect des opinions de tous. Introduire les prêtres à l'Ecole publique, c'est permettre à l'institution privée non contrôlée, ne relevant que de ses

propres décisions de violer les consciences de ceux qui, père et mère de famille, protestent une autre opinion. Les racines de la laïcité plongent dans l'expérience séculaire du peuple français. La séparation de l'Eglise et de l'Ecole, c'est un des fondements de la Démocratie.

Il y a plus grave : accepter le prêtre à l'école a, comme corollaire, d'accepter le patron à l'école ; c'est accepter cet enseignement prétendument différencié « ouvert sur la vie et l'économie », qui s'intègre très exactement dans la « réforme » de Monsieur Edgar FAURE dont j'ai analysé quelques unes des conséquences. C'est rompre avec la tradition ouvrière et démocratique pour laquelle, depuis la Commune de Paris et JAURES, tous les Partis ouvriers ont toujours combattu.

Il y a encore plus grave : depuis 10 ans, les écoles privées, patronales et, avant tout, confessionnelles, ont reçu 2.000 milliards de francs de subventions soustraits à l'Ecole publique.

Nous pouvons tous mesurer les conséquences tragiques d'une politique de soutien à l'école confessionnelle : 19 enfants, 2 professeurs brûlés vifs dans un C.E.S. de PARIS, victimes de la construction d'écoles baclées, vites faites, à bon marché.

Voilà à quoi aboutit la réduction des crédits de l'Education nationale. 19 enfants, 2 professeurs ont payé de leur vie le démantèlement de l'enseignement public.

Le capitalisme normalise, rationalise, économise, veut réduire les prestations de la Sécurité Sociale. Un architecte de l'administration, parlant de la construction des C.E.S., déclare : « Ils sont tout juste bons à durer le temps d'une exposition ».

Et Messieurs FONTANET et PEYREFITTE voudraient nous le faire oublier en accusant deux enfants.

« Pas ça, pas vous ! » Messieurs !

En soustrayant des milliers de milliards à l'Ecole Publique pour les verser à l'enseignement privé confessionnel et patronal, en favorisant les trusts du bâtiment, ce sont les conditions minimales de sécurité que Messieurs PEYREFITTE et FONTANET ont supprimées.

Il n'y a qu'une seule voie pour en finir avec de tels «scandales» : avancer sur le chemin du Socialisme et pour cela :

- NATIONALISATION LAIQUE, SANS INDEMNITE NI RACHAT DES ECOLES PRIVEES
- EXPROPRIATION SANS INDEMNITE Ni RACHAT DES TRUSTS DU BATIMENT
- CONTROLE DES SYNDICATS DES ENSEIGNANTS, DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ELEVES AVEC LA PARTICIPATION DES SYNDICATS OUVRIERS DU BATIMENT SUR LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Or, pourtant je note que le Programme Commun, signé par SENES et Myriam COSTES, candidats du P.S. et du P.C.F., n'a pas inscrit dans la liste des monopoles à nationaliser le trust HACHETTE qui fait la loi sur l'information et sur les manuels scolaires, ni les trusts du bâtiment.

Là également, le lien est évident : le Socialisme c'est l'expropriation sans indemnité ni rachat, des trusts, des banques. Lutter pour le Socialisme c'est combattre pour nationaliser sans indemnité ni rachat les monopoles dont l'un des plus puissants est le monopole de l'enseignement privé-confessionnel.

En refusant de combattre pour l'expropriation du monopole de l'enseignement privé confessionnel, on affirme ne pas vouloir combattre pour l'expropriation de tous les monopoles et dans le Programme Commun on inscrit des nationalisations où l'on prévoit des indemnités pour les monopoleurs.

En fait, non seulement par là on refuse de combattre pour le Socialisme, mais on accepte le maintien du système de la propriété privée des moyens de production.

Nous, O.C.I., nous ne pouvons admettre que des Partis qui se réclament de la classe ouvrière puissent ouvrir les portes de l'Union de la Gauche aux Radicaux de Gauche : au banquier Filippi, ex sous-ministre de PETAIN, à l'anti-communiste M. FAURE qui déclarait, il n'y a pas si longtemps : « Je préfère voter pour un U.D.R. que de voter pour un candidat du P.C.F. ». à LAMIRAULT, directeur commercial des usines RENAULT, administrateur du trust ALFA-ROMEO qui dit non aux revendications.

L'O. C. I. : C'est pour leurrer les travailleurs que de prétendre vouloir défendre leurs aspirations et leurs revendications et accepter que les banquiers et politiciens du grand Capital, radicaux de Gauche, puissent participer demain à un gouvernement avec le P.S. et le P.C.F.

L'O.C.I. dit : Pas de ministre représentant un Parti bourgeois, dans le gouvernement.

L'O.C.I. dit : Le vote classe contre classe équivaut au vote pour un Gouvernement du P.S. et du P.C.F. qui s'engageraient à faire une politique anti-capitaliste.

Je suis Trotskyste. FONTVIEILLE, qui se présente dans cette circonscription, déclare représenter le trotskysme. Je n'ai évidemment pas l'intention de discuter ici du trotskysme, mais conformément à la méthode que j'ai choisie en présentant ma candidature, je dirai : FONTVIEILLE est enseignant, je suis enseignant. Son organisation, la Ligue « Communiste » qualifie l'école laïque comme « l'école des flics et des patrons », ce qui l'a notamment amené à refuser de participer aux manifestations du C.N.A.L.

Je suis enseignant, avec mes centaines de milliers de collègues, nous n'avons pas choisi le métier de « policier », mais celui d'éducateur. Je le dis, si être enseignant, c'est être « flic », j'aurais choisi d'exercer un autre métier.

Pourquoi les enseignants adhérents à la Ligue « Communiste » continuent-ils à exercer une profession qu'ils qualifient de policière ?

Il y a plus : FONTVIEILLE et la Ligue « Communiste » se prononcent pour l'Union de la Gauche. Si j'estimais conforme aux intérêts des masses laborieuses, l'Union de la Gauche réalisée par le P.C.F., le P.S. et le Parti des banquiers Radicaux de Gauche, l'O.C.I. n'aurait pas présenté de candidats. Je ne me serais pas présenté, parce que je n'aurais pas voulu faire perdre de voix aux candidats de l'Union de la Gauche.

Si vous estimez devoir voter pour l'Union de la Gauche, alors votez pour le P.S. ou le P.C.F.

Si vous pensez que le vote que vous allez émettre doit être véritablement un vote de classe, alors pour la construction du Parti Révolutionnaire, vous voterez pour le candidat de l'O.C.I.

En tout état de cause, pas une voix au premier tour, sur une formation soutenant la politique du Capital ;

Au deuxième tour, toutes les voix sur le candidat du Parti Ouvrier arrivé en tête au premier tour.

◆ Pour le Socialisme, Classe contre Classe.

◆ Pour le Gouvernement Ouvrier, Classe contre Classe.

◆ Pour la construction du Parti Révolutionnaire, Classe contre Classe.

VOTEZ O.C.I. - A.J.S. !

Imp. J.RESCHLY

VU, LE CANDIDAT.